

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

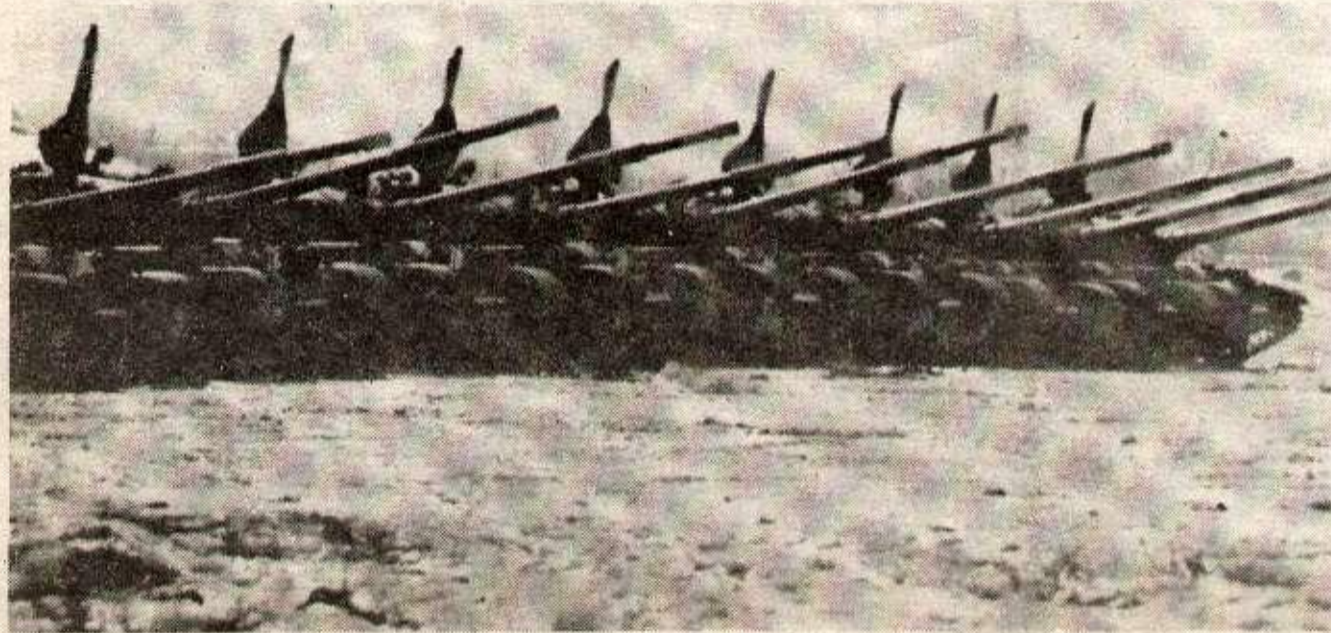
VENDREDI 25 JANVIER 1980 - No 16 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

«Détente» : la fin d'un mirage



Cambodge, Erythrée, Angola et maintenant Afghanistan : la « détente » aura servi de couverture à la politique d'agression de l'URSS.

Au cours de ces dernières années, de conférences en négociations, de Vienne à Helsinki, l'idée de « détente » s'était largement répandue. « La détente est un phénomène irréversible », disaient même certains. Mais, tandis que l'URSS et les USA discutaient de réduction des armements, dans les faits c'était l'escalade de la course aux armements qui se poursuivait. Sous la conduite de Brejnev, l'URSS développait considérablement son potentiel militaire, classique et nucléaire, multipliait les interventions à l'extérieur de ses frontières. Pendant ce temps, le blé américain, les capitaux japonais et européens venaient au secours d'une économie tournée vers les armements.

Avec l'invasion de l'Afghanistan, le rideau de fumée dis-

paraît. Les bruits de botte, les préparatifs militaires lui succèdent. Les USA dont les intérêts impérialistes sont maintenant sérieusement menacés par l'expansion de l'URSS, vivent dans un climat de pré-mobilisation.

En exilant Sakharov, les dirigeants soviétiques font également tomber les illusions de ceux qui pensaient que les opposants au régime de l'URSS pourraient profiter de la « détente ». Les faits sont là, cette politique a profité à l'URSS, qui, aujourd'hui agit sans craindre la réprobation du monde. Sans doute utilisera-t-elle encore à l'avenir les paroles de paix et proposera-t-elle des initiatives au nom de la « détente ». Mais plus rien maintenant ne peut être comme avant.

Voir pages 3 et 6

Les morts de San Salvador

Puissant mouvement populaire contre la répression et la domination américaine

13 personnes ont été tuées mardi au cours de la plus puissante manifestation populaire que la capitale de ce petit pays de 4 millions d'habitants ait connue. La journée, date anniversaire du soulèvement paysans du 22 janvier 1932, où 30 000 paysans avaient été tués, avait été marquée par une puissante grève générale contre les assassinats des jours précédents et contre la politique gouvernementale.

Environ 100 000 personnes, chiffre énorme comparé à la population du pays, avaient pris part à une manifestation. Alors que celle-ci arrivait sur la grande place de la capitale où devait avoir lieu un meeting, des tireurs ont ouvert le feu sur la foule, tandis que le service d'ordre de la manifestation ripostait. D'après certaines sources, le tir aurait été ouvert par un membre de la police. Selon d'autres, il s'agirait de groupes paramilitaires fascistes qui depuis ces derniers mois ont multiplié les assassinats devant la montée du mouvement populaire. Le gouvernement du Salvador couvre l'action de ces groupes, s'il ne l'inspire pas directement.



Mercredi, de nouveaux coups de feu ont été entendus dans des quartiers populaires, tandis que l'armée encerclait l'université où avaient trouvé refuge plusieurs milliers de participants de la manifestation de la veille. Une nouvelle grève générale

était appelée.

Comme on le voit, la situation au Salvador évolue dans le sens de la guerre civile, alors que se développe un puissant mouvement populaire contre la répression et la domination américaine.

En toile de fond des relations syndicales : des positions divergentes sur l'intervention soviétique en Afghanistan

Lire en page 5

L'invasion soviétique de l'Afghanistan

Défense élargie ou politique de conquête

Lire en page 8

Trust Thomson-CSF : débrayages et délégations jeudi 24

Cela fait maintenant quatre mois que les travailleurs de la Thomson-CSF (fabrication de radars...) luttent pour 450 F, plus 2,5 %, la cinquième semaine de congés payés, le salaire minimum à 3 000 F, etc. Pour la deuxième fois, vendredi 18 janvier, ils se sont retrouvés boulevard Hausmann, devant le siège de la direction générale à l'appel de la coordination CGT et de l'inter-CFDT qui regroupent toutes les sections syndicales du trust. La manifestation est partie de l'Opéra et a regroupé plusieurs milliers de personnes représentant les centres de la région parisienne, et ceux de province (24 centres au total). Depuis quatre mois, la direction fait la sourde oreille aux revendications des travailleurs, et refuse toute négociation. Par contre, elle utilise la répression en espérant venir à bout du mouvement ; exemples :

- mises à pied par dizaines ;
- retraits d'heures sur les paies en plus des heures de grève ; (jusqu'à 50 heures pour certains travailleurs) ;
- assignation de sept mi-

litants CGT et CFDT au tribunal des référés de Nanterre le 7 janvier... etc. Majoritairement, ce sont les ouvriers qui sont dans la lutte, ce qui fait que dans les centres de production (Malakoff, Sartrouville, Brest) celle-ci est très atteinte. D'ailleurs le mot d'ordre est d'aligner le rythme de la production sur celui de la négociation. D'autres initiatives de l'inter-CFDT et de la coordination CGT sont prévues, notamment jeudi 24 janvier : une délégation de l'inter-CFDT et de la coordination CGT se rendra au siège en s'appuyant sur des débrayages dans tous les centres. Le Conseil d'administration de la Thomson-CSF compte entre autre parmi ses dirigeants, des membres de la famille à Giscard et Ceyrac, ce qui explique pourquoi la presse, la radio, et la TV parlent très peu de cette lutte. Face à une telle direction, l'unité des travailleurs et celle des syndicats est d'autant plus indispensable pour avoir un rapport de force capable de la faire reculer.

Corresp. THOMSON

Si les événements d'Afghanistan ont contribué à réintroduire le mot "guerre" dans le lexique de l'actualité, l'évocation large des menaces qui pèsent sur la paix n'en recouvre pas moins des analyses fortes diverses quant à l'existence, l'origine et la nature du danger ainsi qu'aux moyens d'y faire face.

C'est pourquoi l'amalgame pratiqué par Marchais rassemblant dans un même camp de « boutefeux impérialistes » tous ceux qui condamnent l'intervention soviétique s'avère bien sommaire. On comprend bien quel usage il peut en faire pour tenter d'arracher aux militants de son parti un quitus pour son soutien scandaleux à l'URSS en sollicitant abusivement leur point de vue de classe.

Par contre, s'il s'agit de faire face efficacement au danger de guerre en conformité avec les intérêts du peuple, l'examen attentif des différents courants et tendances qui apparaissent sur cette question au sein de la bourgeoisie s'avère indispensable.

Quels sont les différents points de vue qui apparaissent concernant les risques d'un nouveau conflit mondial ?

La thèse la plus couramment répandue au sein de la bourgeoisie française est aussi celle qui s'embarrasse le moins d'analyse. La présence de sept divisions soviétiques en Afghanistan ne serait en fin de compte qu'un accroc à la détente. Moyennant quoi il n'y a pas lieu de changer d'un iota la politique suivie à l'égard de l'URSS ; même si par ailleurs on fait de l'évocation du danger de guerre un thème justificateur des appels au consensus et à la collaboration de classe.

Cette façon de voir se caractérise par un refus obstiné d'interpréter les événements d'Afghanistan dans le cadre d'une stratégie globale de l'URSS. Cette thèse appartient évidemment à la doctrine officielle telle que François-Poncet est chargé de l'exprimer. Le ministre qui centralise les rapports de toute une cohorte d'experts, espions et diplomates se faisait fort de fournir des informations inédites aux leaders du PS et du PCF. Pourtant, il estime aujourd'hui que « l'analyse des motifs qui ont inspiré l'intervention soviétique en Afghanistan ressort plus de la spéculation que de la certitude ».

Comme il est trop avisé pour se livrer aux jeux spéculatifs notre ministre se contente d'attendre des gestes de bonne volonté des dirigeants soviétiques de nature à restaurer un climat de confiance.

UNE PERSPECTIVE NEUTRALISTE

Même son de cloche du côté de Defferre : « Si nous devons condamner sévèrement l'agression soviétique », déclare le maire de Marseille, « nous ne devons pas pour autant nous laisser aveugler par un épisode, si grave soit-il. Nous devons nous rappeler quel est l'intérêt de la France et ce que doit être la permanence de sa politique. Par conséquent, nous ne devons pas renoncer pour toujours à l'équilibre de l'Europe, lequel, qu'on le veuille ou non, du fait de la géographie et du fait de la puissance des régimes en présence, passe par une alliance franco-soviétique. » Et pour éviter toute ambiguïté dans l'interprétation de son propos, Defferre précise que ce qui pourrait constituer des dangers inacceptables pour la paix, ce serait l'armement de la Chine ou celui de la RFA.

Voilà donc intacte malgré le Noël de Kaboul la doctrine exprimée par Giscard au moment du sommet de la Guadeloupe selon laquelle il ne faut rien faire qui puisse énerver l'ours russe. Au bout de cette logique de soumission devant le fait accompli, on voit se profiler une forme de neutralisme qui prendrait à échéance la signification d'une capitulation sans condition devant l'hégémonie soviétique.

Marchais sait bien cela : en proposant la négociation d'un traité de sécurité mutuelle avec l'URSS, il compte avec un certain répit au sein de la bourgeoisie française.

Bien sûr, il est permis de se demander si ses promoteurs croient eux-mêmes à la fable politico-freudienne selon laquelle l'URSS ne manifesterait son agressivité que pour se libérer

du complexe d'encerclement dont elle serait affectée.

COMPLICITÉ ET RIVALITÉ

En effet, point n'est besoin d'être fin stratège pour relier entre eux tous les chaînons de l'intervention soviétique directe et indirecte, depuis le Cambodge jusqu'aux deux rives de la mer Rouge (Éthiopie et Yémen), en passant par l'Asie centrale, et pour y discerner un dessein hégémonique qui fait pendant à celui accompli par les USA. Tel ancien ministre des affaires étrangères le rappelle opportunément : à la question qui déstabilise le monde ? Jobert répond : ce sont « ceux qui abusent de leur position dominante militaire et économique », les « deux grands empires, le soviétique et l'américain ». « La vulnérabilité des autres leur permet d'appesantir leur main sur eux. On se partage le monde, on s'installe chaque jour un peu plus loin, comme bénéficiaire d'une rivalité soigneusement conduite ».

Cependant, de ces deux hégémonies rivales, l'ancien ministre de Pompidou ne retient que la collusion écartant catégoriquement l'idée qu'elles puissent être à l'origine d'un nouveau conflit mondial. « Ils ne se battent pas ils ont trop intérêt à poursuivre leur entente objective ». Conclusion analogue chez un autre ex-ministre versé depuis au PS. « Même s'ils ne se comprennent plus aussi bien qu'avant, estime Pisani, les Américains et les Soviétiques peuvent trouver, dans un drame menaçant les chemins d'une nouvelle complicité efficace ». Un fait seulement, mais de taille, échappe à ces critiques de la double hégémonie, c'est l'évolution du rapport des forces entre USA et URSS. Ce fait, souligné avec force par le communiqué commun PCF-PCUS, réside dans le déclin de l'impérialisme US et le « dynamisme » soviétique. Et l'ambition impérialiste de l'URSS ne se limite pas à rentrer par la fenêtre dans les logis d'où l'oncle Sam a été chassé par la porte. En d'autres termes, les frontières du tiers monde ne constituent pas l'horizon qui viendrait borner l'appétit soviétique.

LES PARTISANS DU RESSERREMENT DES LIENS ATLANTIQUES

Bien sûr, il est des gens dans la classe dirigeante pour discerner que l'expansion soviétique concerne au plus haut point l'Europe et menace son indépendance, malheureusement, comme si décidément le choix n'existait qu'entre la soumission à l'une ou à l'autre superpuissance. Ceux-là sont nombreux pour conclure à la nécessité d'un retour dans le giron américain.

Ce point de vue est défendu explicitement au Sénat par des hommes tels que Lecanuet ou Max Lejeune. Ceux-ci déplorent la tendance « à sous-estimer la géostratégie soviétique » qu'ils analysent « en une poussée vers les mers chaudes et en une menace sur l'approvisionnement des nations occidentales en pétrole ». Pour eux, la réponse à cette politique « devrait se traduire par un resserrement de la solidarité européenne et atlantique ».

C'est la même analyse et les mêmes conclusions qu'on trouve

La bourgeoisie française face aux dangers de guerre (3)



Une voie existe permettant de s'opposer aux fauteurs de guerre, celle de l'unité des peuples et des classes ouvrières d'Europe avec la force que constitue le tiers-monde. Sur notre photo, la conférence Nord-Sud à son ouverture en décembre 1975.

Lâches abandons et mauvais calculs

Par Pierre MARCEAU

quotidiennement dans les colonnes du Figaro et aussi en fin de compte, dans les éditoriaux de l'Express (qui fut sans doute l'organe de la presse bourgeoise française le plus prompt à dénoncer les illusions de la fausse détente).

Cette philosophie qui ne voit de fermeté qu'au côté de l'impérialisme américain est présente dans l'exclamation d'un Maurice Druon : « Quand donc entendrons-nous des voix un peu fermes crier : Halte ! Ici commence l'Occident » Beau programme en effet que celui de la défense de l'Occident.

Comme si la cause de la paix pouvait s'attacher à la défense d'une domination impérialiste contre une autre. C'est pourtant sous cette bannière qu'on voudrait nous engager à résister à l'URSS. En effet, s'agit-il seulement d'un cynisme feint lorsque Druon s'étant posé la question « faut-il en vouloir à la Russie ? », répond : « Nullement. Elle joue son jeu et pousse ses pions comme se le doit à soi-même un grand empire. Pourquoi n'occuperait-elle pas les cases vides ? A la place de ses dirigeants nous agirions de même. »

« L'OCCIDENT » ET LES « BARBARES »

En définitive, puisque le danger de guerre existe, qu'il émane de la volonté soviétique de se tailler un empire de dimension planétaire au détriment de son rival US, puisqu'il serait fatal de vouloir conjurer la menace en jouant l'apaisement, puisqu'il n'y a point de salut dans une nouvelle soumission à l'A-

mérique, où donc résident les forces capables de faire face au danger, capables de défendre l'indépendance des peuples ?

Eh bien dans les peuples eux-mêmes et dans leur unité. N'est-ce pas eux qui, déjà, ont su mettre à mal la domination US ?

De ce point de vue, la tendance la plus dangereuse au sein de la bourgeoisie et celle qui amène le plus sûrement à la capitulation devant les exigences des superpuissances, c'est celle qui pousse à la confrontation avec le tiers monde. On se rappellera ici qu'avant l'intervention soviétique en Afghanistan, un certain nombre de commentateurs de l'hommes politiques de la bourgeoisie désignaient les producteurs de pétrole et les « arabes fanatiques » comme les nouveaux fauteurs de guerre. Tout cela n'a pas disparu des analyses bourgeoises après les coup de Kaboul. Ainsi, Debré qui décrit l'Europe victime de « la loi du plus fort » en mettant au rang des dominateurs, à côté des USA et de l'URSS, les producteurs de pétrole qui « imposent la loi du pétrole cher » et les « pays sous-développés » qui ruinent nos économies en inondant le marché de produits à bas prix !

Mais l'expression la plus achevée de cette logique anti-tiers monde, c'est sans doute au conseiller personnel de Giscard, le prince Poniatowski, qu'on la doit : « Nous, Européens, déclarait-il au lendemain de l'intervention en Afghanistan, nous devons à la fois être extraordinairement attentifs à la lourde pres-

sion militaire soviétique à nos frontières, mais ne pas oublier que la force soviétique sera peut-être un jour nécessaire pour contrebalancer l'énormité de la masse asiatique ». Cela rappelle singulièrement l'époque où la bourgeoisie française crut pouvoir faire d'Hitler un rempart contre le socialisme. On sait où ce genre de calculs l'ont menée : à la capitulation et à la collaboration.

L'UNITÉ DES PEUPLES

En définitive, il faut considérer comme un progrès la prise en compte par d'assez larges secteurs d'opinion l'existence d'un danger de guerre contre lequel nous étions les seuls à mettre en garde voilà quelques années.

Cependant, comme par le passé, on voit la bourgeoisie mal inspirée pour faire face au danger. Toute préoccupée par la sauvegarde de ses privilèges impérialistes et viscéralement méfiante à l'égard du peuple, elle s'apprête, pour une partie d'entre elle, au moins, à renouveler les mêmes lâchetés, les mêmes mauvais calculs qu'il y a quarante ans.

Pourtant, il existe une voie permettant de s'opposer aux fauteurs de guerre, une voie qui conjugue la défense des intérêts du peuple et celle de l'indépendance. Elle réside dans l'unité des peuples et des classes ouvrières d'Europe, dans l'unité avec cette puissante force montante et anti-impérialiste que constitue le tiers monde.

Corse : mobilisation pour la grande manifestation d' Ajaccio samedi

En corse, les différentes organisations du collectif des 44 préparent activement la grande manifestation qui doit avoir lieu à Ajaccio samedi 26 janvier à 16 heures, et à laquelle participent les syndicats.

Mardi soir, les organisations syndicales CGT, CFDT et FEN tenaient un meeting à Ajaccio «non pour se démarquer du collectif, mais parce qu'il est normal que les travailleurs connaissent notre analyse de la situation» devait préciser un orateur. La CFDT dénonçait «la dégradation totale au plan politique. Aujourd'hui, le régime qui sombre dans le

discrédit ne fait que retomber par la répression. Une nouvelle phase est hélas amorcée : celle de la manipulation, de la provocation, de la violence parallèle». Pour sa part, la CGT se déclarait «solidaire de tous ceux qui ont démontré que les prémisses du fascisme existent. La lutte sera longue et difficile» a poursuivi le porte-parole de la CGT, «il faut que la manifestation de samedi, soit un rassemblement de masse sans précédent».

Plusieurs collectifs nationalistes de l'île, plusieurs organisations ont appelé à cette manifestation d' Ajaccio

pour que le silence ne retombe pas sur les emprisonnés corses et les barbouzes. Les syndicats agricoles FDSEA, et CDJA réunis lundi, ne restent pas sans rien faire. Ils «regrettent vivement l'emprisonnement de leur administrateur, et décident de faire tout ce qui est possible afin que les représentants syndicaux soient libérés au plus vite, et sans les dissocier de tous les autres agriculteurs détenus à Paris, ni des patriotes de toutes tendances. En un mot, il faut que la France libère les détenus politiques Corses».

A Marseille, la journée de

samedi sera marquée par une manifestation, à 16 heures au Mobiles, appelée par les organisations Corses et soutenue par la CFDT, le PSU, la LCR, le CMAI, le PCML et le PCRml. La section de Marseille de l'Union du Peuple Corse (Union du Peuple Corse) affirme :

— «la solidarité sans faille des Corses en exil, partie intégrante du peuple Corse, avec les patriotes en lutte ;

— demande à tous les Corses de la diaspora de rester vigilants et d'être prêts à répondre à tout appel de mobilisation ;

— s'adresse solennellement à l'opinion française et internationale pour qu'elle se dresse contre une répression qui si elle trouve actuellement son terrain privilégié en Corse, ne pourra manquer de se propager ailleurs».

Hervé DASTAR

Invasion de l'Afghanistan et arrestation de Sakharov Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre

Pourquoi les autorités soviétiques ont-elles pris des mesures répressives contre l'académicien Sakharov ? Pourquoi maintenant ?

L'opposition du physicien au régime de Brejnev est connue de longue date, et ce n'est pas aujourd'hui que les dirigeants soviétiques en font la découverte !

Ces mesures sont donc en relation avec les événements actuels : l'invasion russe en Afghanistan en particulier.

D'ailleurs Sakharov, lors d'un entretien avec un journaliste américain, avait parlé d'une « vague d'arrestations » avant l'intervention armée en Afghanistan, et avait fait état de ses craintes d'une nouvelle vague de répression, visant ceux qui, en URSS, s'élèvent contre la politique d'agression de leur pays.

Il n'est donc pas possible, comme le font pourtant les dirigeants du PCF (Marchais, à l'issue de la session du Comité central de ce parti, Maxime Gremetz ou René Andrieu à la télévision mercredi 23 janvier) de prétendre qu'il n'y a rien à voir entre l'affaire Sakharov et le coup de Kaboul.

S'en prenant aujourd'hui à Sakharov, au-delà de la nature de l'opposition de l'académicien au régime soviétique, c'est à toute l'opposition que s'en prennent les autorités soviétiques, à travers l'opposant le mieux protégé, du fait de sa notoriété. Empêcher toute criti-

que, toute opposition à leur politique actuelle, dont l'intervention en Afghanistan est l'aspect le plus marquant — celui de l'agression et de l'expansionnisme — tel est le but.

Aggression à l'intérieur, répression à l'intérieur : telle est la réalité, une réalité qui n'est pas nouvelle. Les opposants américains à la guerre d'agression de leur pays au Vietnam l'ont connue, tout comme les opposants français à la guerre menée contre le peuple algérien, ou les opposants allemands à l'expansionnisme nazi...

C'est que droits démocratiques, libertés intérieures et respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cela va de pair.

« Le peuple d'un pays qui en opprime un autre ne peut être libre ». Voilà bien ce que confirme la répression actuelle en URSS, dont l'accentuation va de pair avec la multiplication des interventions extérieures.

Politique de force à l'extérieur, politique de force à l'intérieur. Sont aussi victimes de la politique d'agression des dirigeants du Kremlin à la fois les peuples des pays agressés et les peuples de l'URSS.

C'est pourquoi, on ne peut sérieusement condamner la répression intérieure sans condamner l'agression extérieure.

Déclaration de Jacques Jurquet

Depuis la signature des accords d'Helsinki, les marxistes-léninistes les ont dénoncés comme un acte de mystification et de duplicité. L'arrestation de l'académicien Sakharov et les mesures répressives prises aujourd'hui contre lui par les autorités soviétiques, venant peu de temps après l'agression armée contre l'Afghanistan, constituent d'éclatantes confirmations du bien-fondé historique des mises en garde qu'à peu près seuls, en France, les marxistes-léninistes ont lancées contre la fausseté de la détente.

Qui douterait encore que cette dernière n'est qu'un stratagème utilisé par les nouveaux tsars russes dans la mise en œuvre de leurs plans impérialistes d'expansion et d'hégémonie ?

Mercredi 23 janvier 1980

Jacques Jurquet,

co-directeur politique du Quotidien du Peuple.

Communiqué du CAV de l'Hérault

Voici un communiqué des viticulteurs du Comité d'action viticole de l'Hérault concernant une action qu'ils ont menée. En effet, le prix auquel leur est payé leur production a baissé de 2 à 3 % d'où une baisse importante de leur revenu.

« Des viticulteurs du CAV de l'Hérault sont intervenus mercredi 23 janvier à 9 h 30 entre Mireval et Dieulagardie. Ils ont contrôlé des camions-citernes, en ont intercepté un transportant 250 hectolitres de vin espagnol. Par cette action, ils ont voulu démontrer que la CEE existe bien, élargie à l'Espagne puisque du vin espagnol entre en France. Ils luttent contre ces exportations survenant une année de pléthore. Ils veulent montrer que l'action des CAV a repris après un long silence. Cette action montre leur angoisse face à l'absence de fixation de prix d'intervention garantissant un revenu aux viticulteurs ».

Comité d'action viticole de l'Hérault - 23 janvier 1980

J.O. : l'idée du boycott fait son chemin

Mais le gouvernement français réaffirme son opposition

A l'issue du Conseil des ministres, le porte-parole de l'Elysée a déclaré : «Le gouvernement juge inacceptable l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, et considère qu'il doit y être mis fin pour restaurer une situation conforme aux droits du peuple afghan et aux exigences de la paix internationale. Il estime que la remise en cause des Jeux ne constitue pas le moyen

approprié pour atteindre cet objectif». Pour le gouvernement français sont seules appropriées les protestations verbales... surtout pas le moindre acte un peu concret. Des paroles face à des chars... le peuple afghan qui est confronté à ceux-ci attend sans nul doute autre chose. De son côté, le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) a répondu positivement à l'invitation à participer aux Jeux de Moscou.

En sens inverse, plusieurs intellectuels français ont pu-

blié une déclaration où ils «condamnent fermement l'agression militaire délibérée à laquelle s'est livrée l'URSS vis-à-vis de l'Afghanistan. Ils s'inquiètent des possibilités d'agression semblables qui pourraient se matérialiser dans l'avenir à l'encontre de tel pays d'Asie ou d'Europe... Ils demandent aux autorités gouvernementales ou sportives de ne pas accorder à l'Union Soviétique le certificat dit de bonne conduite internationale et de légitimité morale que son gouvernement espère obtenir grâce

à la tenue des Jeux Olympiques à Moscou». Sur le plan international, on note que le ministre chinois des Affaires étrangères, Huang Hua après avoir effectué un séjour au Pakistan, a déclaré, à titre personnel, être favorable au déplacement des Jeux Olympiques. Le Comité olympique chinois a déclaré : «L'action de quelques pays en faveur du boycott est justifiée puisque l'intervention soviétique en Afghanistan n'est pas en accord avec l'esprit olympique».

Manifestation devant l'ambassade soviétique à Paris Libérez Sakharov!

Ce sont plusieurs centaines de personnes qui se sont rassemblées mercredi soir, à proximité de l'ambassade soviétique, à l'appel lancé la veille par le Comité «Moscou 1980» et des dissidents soviétiques. Certes, il y avait de la récupération anti-communiste dans l'air, mais les quelques tentatives de slogan étaient peu ou pas reprises, une banderole gaulliste devait se retirer.

Pendant plus d'une heure, au côté du slogan dominant «libérez Sakharov», les manifestants allaient scander : «Ouvrez les goulags», «libérez l'Afghanistan», «Marchais-collabo», «Giscard complice», «Moscou : boycott», «Berlin 1936, Moscou 1980».

Des flics en képi, devant de nombreux cars, sortaient leurs matraques, au moment où les manifestants tentaient

de forcer le barrage pour aller vers l'ambassade. La manifestation repartait alors jusqu'à la porte Dauphine avec en tête Pliouchtch, Fainberg, Amalrik, Kouznetsov, Gorbanevskaia. Marek Halter appelait les manifestants à se retrouver devant l'ambassade soviétique tous les mercredis à 18 heures, jusqu'à la libération de Sakharov. «Ne pourrait-on pas faire beaucoup plus encore ?» disaient beaucoup.

Joëlle FECLAZ



Le président Tito a très bien supporté l'amputation de sa jambe gauche. Selon ses médecins, son état général continue de s'améliorer. On le voit ici photographié mercredi dans la chambre de l'hôpital de Ljubljana où il est en traitement.

Résidents aveugles

L'Institut des «Quinze-Vingt», dans le 12^e arrondissement de Paris, hébergeait, jusqu'à maintenant gratuitement, trois cent aveugles. C'était le gouvernement qui prenait les frais en charge, comme le voulait une tradition qui remonte à... Saint-Louis. Mais pour l'actuel gouvernement, il n'y a pas de petits profits. Il vient donc de remettre en cause cette tradition, en promulguant un nouveau règlement intérieur : «Il est institué une redevance d'hébergement, déterminée chaque année à l'occasion de l'établissement du budget. Cette redevance est due par les résidents». Concrètement, cela veut dire 500 F pour un studio. S'ils ne paient pas, c'est la porte : «La qualité de résident se perd par le non-paiement de la redevance pendant deux mois». Même chose, si un résident est malade, «au bout d'un certain temps». Comme si M. Barrot ignorait que ces 300 résidents ont souvent de très petits retraites, en général moins que le SMIC, pour vivre !

politique

Difficiles négociations communautaires sur le mouton

Les ministres des Affaires étrangères des Neuf tentent de trouver une solution au différend qui oppose la France à ses partenaires du marché commun au sujet des importations de viande de mouton. Rappelons que le gouvernement français avait pris des mesures pour restreindre les importations en France de viande de mouton britannique par une limitation, dans un premier temps, des quantités de viande britannique, et dans un second temps par une taxation de ces importations. Le gouvernement français, soumis à la pression des éleveurs français, qui refusent la sévère concurrence du mouton britannique, reproche à la Grande-Bretagne de ne considérer la CEE que comme une zone de libre-échange, et de tourner le dos aux principes du marché commun agricole,

en particulier au principe de la préférence communautaire. La Grande-Bretagne importe en effet de la viande des pays du Commonwealth avec lesquels elle a conservé des liens privilégiés.

Les mesures prises par le gouvernement français créent un problème au sein de la Communauté, dans la mesure où elles sont contrairement aux traités. Il ne semblait pas que la Commission de Bruxelles ait fait des propositions acceptables par les négociateurs français.

Les ministres poursuivent les discussions sur la question des mesures d'austérité proposées par la Commission, et qui concernent notamment une augmentation de la taxe de corresponsabilité sur les laiteries n'ayant pas réduit de 1 % les quantités de lait traitées en 1979.

LA PICARDIE SERA LA PREMIERE REGION A AVOIR UN PRESIDENT PCF

La Picardie sera probablement la première région française à avoir un président du Conseil régional membre du PCF. L'élection aura lieu le 1^{er} février, et la direction nationale du PS vient de donner la consigne à ses élus de voter pour le candidat du PCF, Raymond Maillet, député de l'Oise.

Depuis mars 1978, la gauche est majoritaire au Conseil régional, avec 13 PCF, 12 PS et 1 MRG, contre 22 représentants UDF ou RPR. Lors de la précédente élection au Conseil régional, la gauche n'avait pas pu se mettre d'accord, permettant contre toute attente l'élection d'un sénateur centriste. L'intervention du bureau exécutif du PS survient à un moment où plusieurs élus du PS semblaient décidés à

enterrer définitivement l'union, en rappelant le précédent aquitain, où le PC n'avait pas soutenu le socialiste Labarrère. L'incertitude demeure encore, mais on pense généralement que les élus socialistes appliqueront tous les consignes de leur direction.

LES JEUNES GISCARDIENS CONDAMNES

Au terme d'une longue bataille juridique, la Cour de cassation a confirmé l'arrêt de la Cour d'appel qui avait interdit aux jeunes giscardiens d'utiliser l'appellation «Autrement», qui est aussi le titre d'une revue trimestrielle. Dirigé par le fils Giscard, les «jeunes giscardiens» n'avaient pas hésité, en 1977, à s'emparer d'un nom qui est celui d'une revue créée deux ans auparavant, en 1975.

Retour précipité de Chaban-Delmas, mais un plaidoyer pour les J.O.

La condamnation par le gouvernement français de l'intervention soviétique en Afghanistan s'est vite effacée derrière le discours sirupeux de la détente. La scandaleuse arrestation de Sakharov suscite des protestations indignées, mais ceux-là même qui écourtent leur voyage à Moscou en signe de protestation se font les ardens défenseurs de la tenue des Jeux Olympiques dans la capitale soviétique. Alors que l'arrestation de Sakharov fait directement, aux yeux des autorités, de la préparation des jeux.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, n'était apparemment pas une raison suffisante pour annuler un voyage à Moscou, encore moins pour remettre en question la participation française aux Jeux Olympiques. Le Comité olympique français, suivant en cela l'orientation du gouvernement, s'est prononcé en faveur de la participation des athlètes français aux Jeux de Moscou, et Chaban-Delmas a préalablement, sur place, fait un vibrant plaidoyer pour la tenue des Jeux.

Malgré le départ précipité de Chaban-Delmas, pas un mot n'a été prononcé sur les motivations des autorités soviétiques dans les mesures prises contre Sakharov. Et pour cause : comme l'annonçaient depuis longtemps les dissidents soviétiques, le Kremlin entend faire place nette à Moscou en prévision des Jeux. Que les étrangers, et notamment les journalistes, concentrent toute leur attention sur les efforts des sportifs, mais qu'il ne leur prenne pas l'idée d'aller rencontrer des opposants, qui

leur donneraient des informations sur la répression en URSS. La mise en résidence surveillée de Sakharov est une mesure (qui ne restera sans doute pas isolée) pour masquer quelques réalités gênantes : ce n'est pas un hasard si l'académicien a été relégué dans une ville interdite aux étrangers.

Mais nos vaillants pionniers de l'idéal olympique se gardent bien de faire le lien entre les deux faits : pas question, ni pour le peuple afghan, ni pour les dissidents soviétiques, que le gouvernement français mette en cause ses bons rapports avec Moscou.

DROITS DE L'HOMME ET DROITS DES PEUPLES

S'il est acquis qu'aucune mesure concrète ne sera prise qui puisse indisposer les dirigeants soviétiques, on notera que la protestation contre l'arrestation de Sakharov est plus vive que celle contre l'intervention en Afghanistan. Pourquoi cette différence de traitement ? C'est sans doute que les protestations au nom des

droits de l'homme n'engagent à prendre aucune mesure précise : elles se bornent à une condamnation morale, sans effet. A l'inverse, une condamnation conséquente de l'agression militaire soviétique, et une analyse des causes et des conséquences de cette intervention, entraîneraient à reconsidérer les rapports franco-soviétique. Mais de cela, il n'est pas question.

D'autre part, il est plus aisé d'exploiter, à des fins de politique intérieure, les mesures prises contre Sakharov que l'intervention soviétique en Afghanistan. Sur la question des droits de l'homme, grand thème de propagande de Giscard, le gouvernement français peut se targuer d'être plus présentable que le régime soviétique. Pour les interventions à l'étranger, avec armes, bagages et premier ministre, il existe en revanche des ressemblances frappantes, même si l'ampleur des moyens mis en œuvre et les objectifs visés sont de moindre envergure.

François NOLET



Sakharov (sur notre photo) : son arrestation fait partie directement, aux yeux des autorités soviétiques, de la préparation des Jeux Olympiques.

Sondage : 31% des électeurs du PCF condamnent l'intervention soviétique en Afghanistan

Selon un sondage effectué par Harris-France pour *Le Matin*, 66 % des français désapprouvent l'intervention soviétique en Afghanistan, et seulement 9 % sont d'accord. Au sein de l'électorat du PCF, 45 % approuvent l'intervention, et 31 % la condamnent. A la question de savoir s'il faut approuver la campagne du PCF contre

l'installation de fusées Pershing en Europe, 73 % l'électorat du PCF répond oui, et 17 % dit être contre la position du PCF. Enfin, d'après ce sondage, l'Union de la gauche n'a plus le vent en poupe dans l'électorat de gauche : 72 % des électeurs du PCF sont pour cette union, et seulement 50 % des électeurs du PS pensent la même chose.

Quand Marchais diverge fondamentalement d'avec Brejnev

Les autorités soviétiques s'étant livrées à l'égard de l'académicien Sakharov à une «incompréhensible substitution - de - mesures - administratives - à - la - nécessaire - lutte - politique - et - idéologique» l'Humanité n'hésite pas à manifester sa désapprobation. Le fait mériterait louange si ce refus d'approuver (désapprobation n'est pas réprobation) ne venait après une approbation tapageuse : celle des mesures militaires expéditives que l'URSS a substitué au nécessaire respect du droit du peuple afghan à disposer de lui-même.

Mais au fait de quoi Sakharov aurait-il dû être convaincu par la lutte politique et idéologique ? Car l'Humanité nous accordera qu'on ne saurait dissocier la répression de la nature du délit. Et bien sans doute Sakharov aurait-il dû développer l'idée du bilan globa-

lement positif de l'URSS et apposer son nom de notoriété internationale au bas d'une pétition de soutien à l'entrée des chars soviétiques à Kaboul. Les dirigeants du PCF qui sont en plein accord avec la politique extérieure de l'URSS et son action «pacifatrice», qui ne cessent d'en célébrer le caractère socialiste affirment néanmoins de profondes divergences avec les dirigeants soviétiques concernant les «limitations incompréhensibles de la démocratie».

Ce savant saucissonnage de la politique soviétique, s'il n'est pas convaincant, à le mérite d'assurer à peu de frais une image de marque de défenseur des - libertés - sous - toutes - les - latitudes. Lors de son tête-à-tête avec Brejnev dont l'Humanité vient de publier une partie du sténogramme, Marchais n'a pas hésité à

faire état des «divergences fondamentales» concernant la manifestation dans certains pays socialistes d'une «méconnaissance persistante de l'exigence démocratique». A-t-il pris la réalité soviétique comme exemple ? Non. Au «camarade Léonid Brejnev», il a décerné un satistécit pour sa «volonté de faire progresser la démocratie socialiste». C'est le «camarade Husak» qui a fait les frais du plaidoyer de Marchais en faveur des droits de l'homme.

Il est tout de même fâcheux que le secrétaire général du PCF ait oublié pour la circonstance que Husak et son système normalisé sont un cadeau que les soviétiques ont apporté en 1968 au peuple tchécoslovaque en même temps que l'occupation militaire permanente.

P.M.

JEANNETTE THOREZ-VERMEERSCH : POSITIF

Dans une interview au journal *Quest-France*, Jeannette Thorez-Vermeersch déclare : «J'enregistre deux actes positifs : un comportement internationaliste du PC français dans l'affaire afghane et une reprise des relations avec le parti communiste de l'Union Soviétique, qui est la plus grande force de paix existant dans le monde».

Rappelons que la veuve de Thorez avait quitté la direction du PCF en 1968, parce qu'elle approuvait l'intervention des chars russes en Tchécoslovaquie. Elle a moins de désagrément cette fois.

1er février-20h 30, salle de la Mutualité (Paris)

Meeting contre l'agression de l'URSS en Afghanistan

A l'appel du PCML, du PCRml et de l'UCJR

Pour téléphoner au Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO
205-51-10

Faïencerie de Digoin (Saône-et-Loire) :
négociation ce jeudi

Un immense courant de solidarité

Où en est-on aux faïenceries de Digoin dans la ville du même nom ? On sait (voir QdP daté du mercredi 23), que les 600 ouvriers et ouvrières (majoritaires) de ce qui est la principale usine de cette ville de Saône-et-Loire, sont en grève depuis le 26 décembre pour les salaires. La plupart d'entre-eux touchent aux environs de 11,93 F de l'heure, ce qui porte un nom : le SMIG. Jeudi, alors que les travailleurs entamaient leur 5^e semaine de grève totale avec blocage de la production, la direction, par l'entremise de la préfecture de Saône-et-Loire, devait rencontrer les organisations syndicales à Mâcon. Jusqu'ici elle avait été particulièrement intransigeante, ne proposant au cours des deux précédentes entrevues que quelques miettes. Depuis une semaine, elle n'avait pas repris contact avec les syndicats, préférant traduire les référés de Mâcon, 13 ouvriers dont 8 responsables

syndicaux. Cette acceptation d'une nouvelle rencontre signifie-t-elle que la direction des faïenceries soit revenue à de meilleurs sentiments ? La situation sur le terrain, favorable aux grévistes devrait en tout cas, être de nature à la faire réfléchir. En effet, alors que ce sont plusieurs centaines de travailleurs qui chaque jour viennent à l'usine, on assiste notamment depuis le début de la semaine, à un important courant de solidarité autour de la grève de la part des travailleurs d'autres usines de la région tout d'abord : dons financiers de ceux d'Eternit (Paray-le-Monial), des Forges de Geugnon également dont le comité d'entreprise en outre vient d'offrir quantité de pommes de terre. Les commerçants de Geugnon ne sont pas en reste, tels les boulangers offrant par exemple du pain, ni les habitants de manière plus générale qui offrent volailles, lapins etc. Tous ces dons

sont employés depuis le début de la semaine, à l'organisation quotidienne de ce qu'on appelle ici « une soupe populaire » gratuite auxquels les grévistes sont conviés. Voilà qui est le bienvenu après cinq semaines de grève, d'autant que la direction n'a pas versé la partie de la paye qui devait l'être le 11 janvier, et à propos de laquelle les syndicats envisagent d'intenter un recours en justice.

« Les travailleurs sont prêts à résister maintenant car tout est en route pour qu'il y ait cette véritable résistance », disait récemment un responsable CGT. Les choses se confirment !

Richard FEUILLET

Caen : les chauffeurs de bus reprennent le travail

Premiers reculs de la direction

Les chauffeurs de bus — et mécaniciens — de la ville de Caen, en lutte depuis le 3 janvier, ont repris le travail jeudi matin au vu des dernières propositions de la direction. Si celles-ci ne sont pas identiques — loin s'en faut — aux revendications initiales des grévistes, elles marquent toutefois un recul non négligeable de la part de la direction. C'est bien comme cela que l'ont apprécié les grévistes.

La direction qui, il y a peu encore, déclarait à qui voulait l'entendre que les grévistes n'étaient qu'une poignée, a été obligé de céder 2 % d'augmentation (au lieu de 5 %, dont 2,5 % en rattrapage du pouvoir d'achat), la réduction de l'amplitude de travail de 12 h 55 à 12 h (avec les huit heures de conduite), deux jours supplémentaires de congés annuels (28 jours ouvrables au lieu de 26), un local pour les repas situé dans la ville de Caen (jusqu'ici il se trouvait à Hérouville, dans la banlieue).



Parmi les autres revendications obtenues, citons : la suppression — pour une durée d'un an — du délai de carence en cas de maladie ; en outre trois mois de salaire seront, en plus des avantages de la Caisse de retraite, accordés au conjoint, en cas de décès d'un membre du personnel — mari ou femme —. Enfin

autre revendication importante : les habits professionnels seront fournis tous les ans au lieu de tous les 18 mois. Rappelons que la direction voulait retirer le coût de cette revendication sur les 2 % d'augmentation, chose qu'elle ne fait finalement pas.

R.F.

Réunions cette semaine du Comité National Confédéral de la CGT et du Conseil National de la CFDT

Cette semaine, le comité national confédéral de la CGT et le conseil national de la CFDT se réunissent en vue d'une rencontre des deux confédérations. En toile de fond des discussions sans doute, une question qui divise les deux syndicats : l'invasion des troupes soviétiques en Afghanistan. On sait que la CFDT a affirmé à plusieurs reprises sa condamnation ferme, alors que la CGT, tout en rappelant ses principes sur les droits des peuples à l'autodétermination et à la souveraineté nationale, n'a « ni approuvé, ni condamné ». Elle a envoyé une délégation sur place pour apprécier la situation. La CE de la CGT a affirmé que « chacune de ses organisations a l'entière liberté d'exprimer une opinion différente ». « Selon la sensibilité de chacun », a ajouté Séguéy. Mais qu'est-ce qui détermine une position sur une question comme celle de l'Afghanistan ? La sensibilité, l'opinion de chacun ? Ou bien la réalité des faits ?

« L'ombre de Kaboul plane sur le mouvement ouvrier français » déclarait Edmond Maire à une récente conférence de presse. Il affirmait ainsi que personne dans notre pays, et personne dans la classe ouvrière de notre pays, ne pouvait rester indifférent devant une telle agression. Il ajoutait aussi par là que, dans le mouvement ouvrier, une ligne de démarcation se faisait par rapport à elle. Condamner l'invasion soviétique — comme la CFDT — ou la soutenir — comme le PCF —, c'était choisir un camp. C'était peser lourdement sur les relations des différentes composantes politiques du mouvement ouvrier, et même sur les relations des travailleurs entre eux.

LE LIBRE CHOIX DES MILITANTS CGT

Bien différente venait la position de la direction de la CGT. Après une vive discussion, la Commission exécutive de la CGT a adopté une position... qui justement n'en est pas une : rappel des principes de la CGT sur :

« 1) Les rapports entre les États fondés sur l'amitié,

la coopération, le respect mutuel et interdisant tout recours à la force ;
2) Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ;
3) L'évolution et le progrès des peuples sur la base de leur propre détermination ».

Des syndicats CGT soutiennent le peuple Afghan

Après des prises de positions de responsables de la CGT, quelques organismes commencent à faire connaître leur opposition à l'intervention soviétique en Afghanistan. Parmi eux, le syndicat national des personnels hospitaliers, le syndicat de la direction nationale des impôts, la section UGICT du syndicat du centre d'études nucléaires de Saclay et le syndicat de la Banque de France. Nous publions les déclarations de ces deux derniers.

« Le syndicat CGT de la Banque de France regrette très clairement les événements qui se déroulent actuellement en Afghanistan. Estimant qu'une solution

Ce rappel devait logiquement conduire à la condamnation de l'intervention des forces armées soviétiques en Afghanistan. Il n'en est rien. La déclaration officielle se contente de rappeler que le peuple afghan a « développé des relations d'amitié et de coopération avec l'URSS », et que c'est « une situation complexe dont nous ne possédons pas tous les éléments ».

Fonction de quoi, deux décisions étaient prises : envoyer trois dirigeants sur place pour rencontrer en particulier les syndicats afghans affiliés à la FSM, et donner à chaque militant et organisation le droit de se prononcer selon « l'opinion de ses adhérents, compte tenu de ses adhérents largement diversifiée ». C'est en réfé-

rence aux principes d'ouverture du 40^e congrès que la direction laisse ce libre choix.

Le bureau confédéral répondait aussi aux inquiétudes de la CFDT sur les conséquences de ces profondes divergences sur l'unité d'action entre les deux confédérations. Il répondait en minimisant sensiblement l'importance de la question : « Il serait grave pour les travailleurs que l'unité d'action pâtisse d'options politiques auxquelles l'action revendicative ne saurait en aucune manière être subordonnée ». Voici donc deux questions posées.

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Deux questions de princi-

pe : depuis quand une organisation se détermine en fonction de sa sensibilité et non des faits ? Et la deuxième : la lutte contre l'impérialisme est-elle étrangère au mouvement ouvrier ?

Il est certain que la position de la direction de la CGT ne tient pas quand elle essaie de justifier le libre choix de chacun derrière la diversité du syndicat. Car, la liberté d'opinion ne peut camoufler la vérité des faits. Les troupes soviétiques occupent l'Afghanistan contre la volonté du peuple afghan.

Personne ne conteste ce fait. Sauf les Soviétiques et ceux qui les défendent en prétendant un appel des Afghans eux-mêmes.

Sur un fait établi, on ne prend pas position selon « sa sensibilité », mais quand on se réclame du mouvement ouvrier, selon ce qui est juste ou pas. L'argument de la diversité cache en fait la difficulté à reconnaître qu'il y a agression. C'est bien logique alors d'envoyer une délégation !

Quant à la deuxième question, depuis l'affirmation de Marx : « Un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre », la lutte contre l'impérialisme est dans le mouvement ouvrier, une composante de la lutte pour le socialisme. La CGT elle-même, depuis sa création, a toujours pris position pour défendre les peuples en lutte contre l'agresseur. Que ce soit au Chili ou en Tchécoslovaquie, pour ne prendre que les exemples les plus récents.

Il est bien sûr que l'unité d'action dans la lutte revendicative quotidienne ne peut être subordonnée à des prises de positions internationales. Mais, comment les travailleurs pourraient-ils être la seule véritable force de paix dans le monde si leurs organisations leur laissent entendre qu'un peuple mis à genoux, ce n'est après tout qu'une question secondaire, sur laquelle chacun peut avoir son opinion ? Non, ce n'est pas ça l'internationalisme de la classe ouvrière. Et c'est vrai qu'on se bat mieux ensemble quand on est d'accord pour soutenir les peuples opprimés.

Claire MASSON

pacifique aurait été souhaitable, elle demande que la présence soviétique sur le territoire de ce pays puisse cesser sans délai (...). La CGT « Banque de France » tient à réaffirmer qu'elle sera toujours aux côtés des peuples qui se libèrent et qui pour cela luttent pour trouver leur propre voie dans une indépendance véritable qui exclut toute intervention extérieure occulte ou non. »

17 janvier 1980
(29 voix pour, 4 contre et 5 abstentions)

Syndicat CGT de la Banque de France.

« La section syndicale UGICT-CGT s'est réunie le

17 janvier 1980. Elle rappelle les principes essentiels qui doivent régir les rapports entre les États, principes énoncés dans le rapport confédéral :

1) Rapports entre les États fondés sur l'amitié, la coopération, le respect mutuel et interdisant tout recours à la force ;
2) Principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ;
3) Evolution et progrès des peuples sur la base de leur propre détermination.

A partir de ces principes, la section syndicale : — condamne l'intervention soviétique en Afghanistan, ainsi que les menées impérialistes des États-Unis au

Moyen-Orient. C'est au peuple afghan qu'il appartient de choisir son gouvernement. — demande le retrait immédiat de toutes les troupes soviétiques d'Afghanistan.

— regrette que la coopération n'ait pas tiré une conclusion des principes énoncés en condamnant sans ambiguïté cette intervention qui porte un coup à la détente internationale, et qui sert de prétexte aux forces les plus réactionnaires pour relancer la guerre froide. — souhaite que la direction confédérale se prononce clairement sur ce problème. »

17 janvier 1980
Section UGICT-CGT
Section Paul Langevin
Centre d'études nucléaires-Saclay (région parisienne)

La superpuissance US réévalue sa politique

En annonçant, dans son « message sur l'état de l'Union » la décision de renforcer le dispositif et les capacités d'intervention militaires des États-Unis dans le monde, Carter a, pour une part, confirmé les mesures envisagées, ou décidées, antérieurement à l'invasion soviétique de l'Afghanistan mais auxquelles celle-ci donne, évidemment, un relief et une importance accrues. Ainsi, en ce qui concerne la mise sur pied d'une force d'intervention rapide de 100 000 hommes, elle avait été décidée, on le sait, dès le printemps dernier, et annoncée alors par l'état-major américain.

Avant la dernière agression de Moscou contre l'Afghanistan, un débat serré existait déjà aux États-Unis, sur leur politique étrangère. Au sein de la classe politique, des voix de plus en plus nombreuses s'élevaient pour réclamer une politique de plus grande fermeté des États-Unis sur le plan international, et il était apparu rapidement que le traité SALT II, signé à Vienne, avec Brejnev, au printemps, aurait des difficultés sérieuses à recueillir la majorité requise, pour ratification, au Congrès américain.

LES PARTISANS DU DURCISSEMENT

Les partisans du durcissement américain justifiaient leur position par la dégradation des positions américaines dans le monde, depuis que les États-Unis avaient subi une cuisante défaite dans leur guerre d'agression contre les peuples d'Indochine. Ils constataient que la « nouvelle politique américaine », depuis 1975, consistant à renoncer aux interventions militaires directes, à éviter d'attaquer frontalement le Tiers monde, en tablant plus sur d'autres moyens, tels que l'aide économique, n'avait pas porté ses fruits. Ils constataient que cette politique motivée, par les échecs et le discrédit des États-Unis, liés à leurs agressions sanglantes, n'avait permis ni de contenir l'offensive de l'impérialisme soviétique, ni d'enrayer le développement de la lutte des peuples pour leur libération, comme l'ont confirmé le renversement en 1979, de deux tyrans, alliés des États-Unis : Somoza au Nicaragua et le Shah en Iran. Aussi, les partisans du durcissement préconisaient-ils le retour à une politique, plus ouvertement de force, de la part des États-Unis, et mettaient en cause Carter, accusé à plusieurs reprises de mollesse, notam-

ment à l'occasion de la divulgation, il y a quelques mois, de la présence importante de forces soviétiques à Cuba.

REVISION DE LA POLITIQUE US

La prise d'otage à l'ambassade américaine de Téhéran, s'inscrivant dans un contexte de regain de la lutte du peuple iranien contre l'impérialisme américain, responsable d'innombrables crimes contre lui, d'une part, puis, l'agression soviétique contre l'Afghanistan, d'autre part, ont été mis à profit par les partisans d'un durcissement américain. Il est encore trop tôt pour évaluer exactement jusqu'à quel point la politique américaine est en train d'être remaniée par Carter.

L'échéance des élections présidentielles de novembre 1980, pèse assez largement. Et il apparaît que Carter, à la fois, reste hostile à certains conseils des partisans du durcissement américain, comme lorsqu'ils préconisaient fin 1979, une intervention militaire contre l'Iran, et en même temps, qu'il est disposé à les suivre, en

ce qui concerne un certain nombre de mesures.

Pour cela, Carter peut s'appuyer sur l'évolution de secteurs de l'opinion, en faveur d'un durcissement, évolution qui fait dire qu'on est entré aujourd'hui, aux États-Unis, dans « l'après-Vietnam », c'est-à-dire dans une période où le sentiment d'hostilité à la politique d'intervention des États-Unis, tel qu'il prévalait dans l'opinion américaine, au lendemain de la guerre d'Indochine, connaît un net recul.

DEUX SUPERPUISSANCES CONTRE LES PEUPLES

Quoiqu'il en soit, tout indique qu'avec les développements de l'offensive soviétique, les États-Unis sont conduits à renforcer leur puissance et leur dispositif militaires dans le monde, dans le but de se maintenir en tant que superpuissance et de préserver leurs propres intérêts impérialistes à l'échelle mondiale.

C'est donc bien l'aggravation de la rivalité des super-

puissances qui est, plus que jamais, à l'ordre du jour, rivalité dans laquelle l'URSS par ses expéditions militaires notamment, joue actuellement un rôle moteur.

L'aiguinement de cette rivalité, on le sait, crée une situation particulièrement dangereuse pour les peuples. C'est ainsi qu'au Proche-Orient, dans leur confrontation avec leur rival soviétique, les États-Unis cherchent à développer des pressions sur les peuples et les pays de cette région, par ailleurs gravement menacés par l'offensive de l'URSS, comme le montre l'agression massive de cette superpuissance contre l'Afghanistan.

Il est évident qu'en essayant de dissimuler leurs propres visées impérialistes derrière l'image de rempart contre l'offensive soviétique, en essayant d'obtenir des points d'appui militaires dans les pays de la région, en essayant d'intégrer plus l'Égypte, par exemple, dans leur dispositif militaire, les États-Unis essayeront d'en tirer le maximum de profits, non dans l'intérêt des peuples de la région, mais pour leurs intérêts de superpuissance. Toutefois, ils risquent fort de se heurter à la volonté d'indépendance de ces peuples qui sont de moins en moins prêts à s'en remettre à l'un ou l'autre des superpuissances.

Le fait même que la force d'intervention américaine ne pourra qu'être essentiellement basée aux États-Unis et que des pays comme l'Arabie Saoudite ont refusé d'en être des points d'appui permanents, témoigne que le temps est révolu où la puissance américaine pouvait disposer en toute quiétude du territoire de pays entiers.

Quant aux pays européens, comme le montre l'affaire des SS 20 soviétiques et des Pershing 2 américains, ils sont confrontés directement de plus en plus à la menace soviétique, et dans le même temps, au risque de pressions américaines accrues, à la faveur de cette menace. Il dépendra des peuples du continent, solidaires du Tiers monde, que l'indépendance soit effectivement préservée.

Jean-Paul GAY

Les mesures de Carter

Les grandes lignes du « message sur l'état de l'Union » — message annuel du président des États-Unis — que Carter devait prononcer mercredi soir, à la télévision, avaient été indiquées dans un texte publié dès lundi, par la Maison Blanche. Durcissement de la position américaine, fermeté accrue vis-à-vis de l'URSS, tels sont les commentaires qui accompagnent généralement la présentation des dernières déclarations du président américain.

Dans le texte diffusé lundi, Carter déclare notamment : « Nous devons payer n'importe quel prix pour demeurer la nation la plus puissante du monde. Ce prix a augmenté puisque notre principal adversaire a accru sa puissance militaire et qu'il est devenu évident en Afghanistan qu'il est prêt à utiliser cette puissance. » Face à ce qu'il appelle « l'un des défis les plus graves de l'histoire de la nation », Carter ajoute : « Nous devons avoir le pouvoir militaire et politique pour affronter nos adversaires et soutenir nos amis et nos alliés. »

Puis, le président américain a annoncé une série de mesures militaires qui devront être ratifiées par le Congrès, et qu'il justifie par « la nécessité de contenir l'avancée soviétique », notamment vers le Proche-Orient.

Parmi ces mesures, l'accroissement du budget militaire de 5 % par rapport à l'année précédente (il passerait à 158 milliards de dollars), le renforcement de moyens d'intervention rapide sur le théâtre européen, la mise sur pied d'une force d'intervention rapide, capable de déployer 100 000 hommes dans n'importe quelle région du monde, et notamment dans le golfe persique, grâce à une nouvelle flotte d'avions de transport à grand rayon d'action et de nouveaux navires-entre-

pôts. En relation avec la constitution de cette force, les États-Unis cherchent à renforcer leurs points d'appui dans la région du golfe persique, où à proximité de celle-ci : cette intention avait motivé la récente tournée, dans la région, d'une mission militaire américaine à Oman, en Somalie, au Kenya notamment, elle a cherché à obtenir la disposition d'installations militaires qui viendraient renforcer la grande base américaine de Diego-Garcia, située au cœur de l'Océan Indien.

Autre mesure envisagée : le rétablissement de l'enregistrement des classes d'âge susceptibles de porter les armes, ce qui irait dans le sens du retour à la conscription, supprimée depuis 1973 au profit de la constitution d'une armée de métier.

Outre ces mesures militaires, Carter annonce une « diplomatie active ». Concernant l'Iran, il estime que les États-Unis n'ont pas de « querelle fondamentale » avec ce pays mais que « la patience des États-Unis n'est pas sans limite ». Donc une relative modération de ton, sans que pour autant soit levée la menace de sanctions contre l'Iran et son peuple. Parlant des relations avec la Chine, il émet le souhait qu'elles servent à « assurer, dit-il, que là où nos intérêts coïncident, nos actions séparées se renforcent mutuellement ».

Par ailleurs, Carter confirme l'ajournement, mais non l'abandon de la ratification par le Congrès américain du traité SALT II sur les armements nucléaires stratégiques, qu'il avait signé en mai 1979, avec Brejnev.

La question de la défense des droits de l'homme dans le monde, et plus encore les problèmes intérieurs, économiques et sociaux, pourtant cruciaux, tels l'inflation et le chômage, sont relégués largement au second plan.

Pourquoi l'invasion russe de l'Afghanistan est une mesure d'importance stratégique

Un commentaire de l'organe central du Parti Communiste chinois

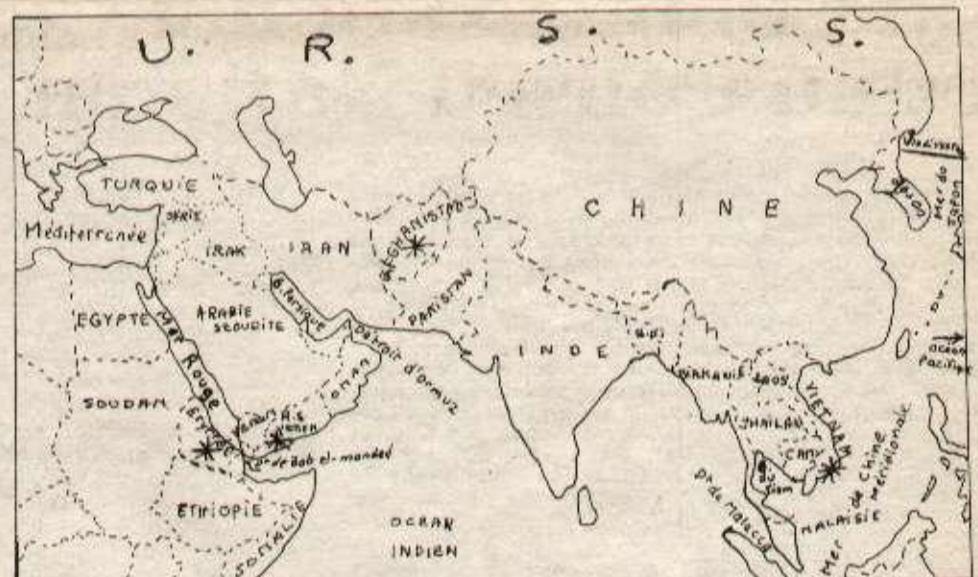
« Signal d'alarme », tel est le titre d'un article récent du *Renmin Ribao*, organe central du Parti communiste chinois, sur l'Afghanistan. Après avoir rappelé la condamnation de l'invasion soviétique par l'Assemblée générale de l'ONU, l'article indique : « Brejnev a avoué que l'intervention soviétique en Afghanistan ne relève pas d'une simple décision. Quels sont donc les facteurs qui ont poussé l'URSS à modifier sa façon d'agir, plus sûre pour elle, et à passer ouvertement à l'action en Afghanistan ? ».

Il y a bien sûr, explique l'article, la situation afghane : « l'instabilité », « la méfiance » entre Moscou et Amin, la guérilla qui gagnait en ampleur. Ce serait pour que la situation ne lui échappe pas des mains que l'URSS a eu recours à une intervention ouverte.

L'article évoque ensuite en quoi l'invasion soviétique est une mesure d'importance stratégique.

« Les autorités soviétiques, ayant constaté qu'au cours de ces dix dernières années, les États-Unis ont fait preuve de tolérance devant l'offensive d'expansion soviétique et sont maintenant enlisés dans la crise irano-américaine, étaient convaincus que leur invasion en Afghanistan ne conduirait pas à un affrontement direct avec Washington. Le fait que le Vietnam a envahi le Kampuchea impunément les a encouragés. Les intérêts stratégiques de l'occupation de l'Afghanistan, aux yeux de l'Union Soviétique, dépassent de beaucoup les dommages qu'ils risquent de subir sur les plans politique et moral. »

L'Afghanistan est la plaque tournante entre l'Ouest et le Sud de l'Asie. La position stratégique de ce pays est d'autant plus importante que le Moyen-Orient et la région du Golfe deviennent aujourd'hui le centre mondial de la production pétrolière. Il existe d'ailleurs entre



* présence soviétique

l'Afghanistan et ses deux voisins, le Pakistan et l'Inde, des différends ethniques et frontaliers susceptibles d'être exploités qui pourraient à tout moment donner prétexte à une intervention soviétique.

UN GRAND PAS EN AVANT DANS LA CONQUÊTE DE L'HEGEMONIE DU GLOBE

Avec l'occupation de l'Afghanistan, l'Union Soviétique a fait un grand pas en avant dans la conquête de l'hégémonie du globe. Ainsi, à l'est du détroit de Malacca, cette importante voie de communication entre l'Océan Indien et le Pacifique, l'Union Soviétique, profitant de son soutien à l'agression vietnamienne au Kampuchea, a été du de Vladivostok (en URSS - NDLR), la sphère d'activité de sa marine et de son aviation jusqu'à la mer de Chine méridionale et au golfe et au golfe de Siam, et s'est approchée de l'entrée Est du détroit de Malacca. Elle a établi à l'ouest de ce détroit des bases aéro-navales dans la mer Rouge et au détroit de Bab-el-Mandeb. Avec l'invasion en Afghanistan, elle s'est acquies une position stratégique offensive vers l'Iran et le Pakistan. Elle aura bouclé l'encerclement en forme de tenailles de l'Arabie Saoudite, importante base d'ap-

provisionnement en pétrole pour l'Occident, quand sa puissance militaire atteindra les ports en eau chaude de l'Océan Indien et le détroit d'Ormuz. Avec cette position en forme de tenailles appuyée par son offensive dans le Sud-Est Asiatique, elle aura dans sa manche le détroit de Malacca, et le sous-continent indien. La marine soviétique sera alors maîtresse absolue des eaux situées entre la côte Est de l'Afrique et l'Australie et de l'Océan Indien. »

« Ce qu'a fait l'Union Soviétique à Kaboul est un indice important d'une expansion soviétique intensifiée en Asie et en Afrique dans les années 80. Actuellement, le Pakistan et l'Iran sont sous la menace militaire directe de l'Union Soviétique. De nombreux pays asiatiques et africains se posent la question suivante : A qui le tour ? Il est fort possible que les pays qui ont signé de prétendus traités d'amitié, de bon voisinage, et de coopération avec l'Union Soviétique soient les premières victimes. »

Le commentateur de l'agence de presse *Novosti*, Grassimov, a prétendu qu'il ne peut pas dire que l'invasion en Afghanistan ne se renouvellerait pas, « cela dépendra de la situation d'alors ».

L'article conclut : « Le danger qui couve dans la situation internationale de l'heure n'est comparable qu'avec l'annexion par l'Allemagne hitlérienne de la région tchécoslovaque des Sudètes. »

Tolérer et s'abstenir de toute action devant l'invasion soviétique d'un État quelconque, ce n'est sûrement pas la manière convenable de préserver la paix, mais plutôt une façon de donner le feu vert à la guerre. La paix mondiale est sérieusement menacée. L'alarme est donnée. Tous les pays soucieux de paix et de sécurité internationales se trouvent dans la nécessité de s'unir, de confronter fermement l'hégémonisme et la politique d'expansion globale de l'Union Soviétique et de s'opposer à chaque acte d'agression soviétique, afin de retarder l'échéance de la guerre et de sauvegarder la paix mondiale. »

Note : Les intertitres sont de la rédaction du QdP.

Contre le déblocage des loyers libres

Première victoire à Villeurbanne

Avec la loi de juillet 1979, qui met fin au blocage des loyers du secteur libre, les propriétaires ont entière liberté de fixer le loyer qu'ils veulent.

Le texte même de la loi, ainsi que les accords de « modération » signés par les principales associations de propriétaires, ont été étudiés pour qu'il n'y ait pas de hausse brus-

table et générale. Le processus doit s'étaler sur plusieurs années, pour éviter une riposte d'ensemble des locataires.

C'est pourquoi, les luttes contre la libération des loyers sont encore rares. C'est l'une d'entre elles qui vient d'aboutir à une victoire partielle à Villeurbanne.

Après cinq mois de blocage des loyers, les locataires de la résidence des Charpennes, à Villeurbanne, ont obtenu la stricte application des accords de modération (19%). Les hausses annoncées en juillet dernier par la Régie Billon, régisseur de la résidence, étaient bien supérieures, certaines atteignant 35%. Et pourtant, la Régie Billon est membre de la CNAB, l'une des associations signataires des accords de modération.

Quand, en juillet, l'Amicale des locataires (1) avait appelé à une protestation collective et à d'éventuelles actions, beaucoup s'étaient montrés sceptiques : « Nous décidons alors, avec une trentaine de locataires, de bloquer sur un compte bancaire la différence entre ce que nous réclamait la Régie Billon et ce que nous estimions devoir payer, c'est-à-dire l'ancien loyer plus 11% (indice du coût de la construction) ».

Jusqu'en novembre, aucune réaction de la part de la Régie. Entre temps, l'amicale avait entrepris un porte à porte systématique auprès de tous les locataires et décidé d'élargir son action à d'autres groupes dépendant de la même Régie sur Villeurbanne. Un appel est largement distribué et un autre groupe d'immeubles s'est joint à l'amicale pour soutenir et renforcer son action. « Il n'est donc pas impossible que, face à notre volonté de regroupement, la Régie Billon ait voulu mettre un frein à l'importance et au développement de notre lutte, qui, en quelque sorte, gâtait un peu son image de marque ». L'amicale avait également pris contact avec un avocat et menacé de porter plainte ; un tel procès aurait pu avoir des conséquences fâcheuses pour la Régie, une des plus importantes de l'agglomération lyonnaise.

Finalement, la Régie propose d'examiner chaque cas, sur la base des accords de modération (soit les 11% de l'indice INSEE, augmentés de tout ce que les accords autorisent aux propriétaires : 4% « justifiés » par différents travaux, et encore 4% pour aligner les loyers au niveau des loyers environnants).

L'amicale contestait la légitimité de tous ces rajouts, mais la majorité des locataires décidait d'accepter la négociation. « En arrêtant le blocage des loyers, nous avons cédé à une pression qui fait marquer un point à la Régie Billon. Cependant, nous avons démontré aux locataires de la résidence que ce type d'action paie, une fois regroupés et unis. La preuve en est que, déjà, de nombreux locataires cherchent à nous contacter. Nous donnons rendez-vous à monsieur Billon pour les prochaines augmentations de

juillet 1980 ».

La principale leçon de cette lutte, c'est comment l'amicale a réussi à surmonter l'obstacle que rencontrent tous les locataires du secteur libre, l'éparpillement des différents appartements d'une même Régie. Le rapport de forces a changé à partir du moment où l'amicale a cherché à toucher d'autres locataires de la même Régie sur la ville. Elle met également à nu toute l'hypocrisie des soi-disants accords de modération. Curieuse modération que celle qui autorise en toute légalité des hausses de 19%. En fait, ces accords ne servent qu'à apaiser un peu les esprits pour cette année, et en tout état de cause, ils n'existeront plus en juillet 1980.

Nicolas GUILLOT

(1) Amicale des Locataires de la résidence des Charpennes 128 rue Francis de Préssensé 69100 VILLEURBANNE Tél : 868.94.00

Lodève : deux mineurs d'uranium périssent noyés

Deux mineurs travaillant dans les mines d'uranium de Lodève, dans l'Hérault, sont morts noyés, mardi après-midi. Un agent de maîtrise et deux ouvriers étaient occupés à des travaux de réfection d'une galerie, lorsqu'une nappe d'eau et de boue a emporté deux d'entre-eux. Cette eau s'était accumulée dans une cheminée d'aération dont la

base avait été obstruée par de la terre, des racines et divers débris de toutes sortes. L'accident est survenu entre 15 et 16 h, il a fallu 7 heures à l'équipe de secours pour retrouver le corps des victimes. La mine appartient à la COGEMA, une filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, qui s'est implantée dans la région en 1975.

Grèves dans le technique

Plusieurs LEP sont en grève, contre les stages en entreprise, pour la plupart d'entre-eux : LEP Corvisart à Paris, plusieurs autres à Versailles, Melun, Dammarie-les-Lys, Massy, Quincy, Créteil, Yerres. Par ailleurs, à la suite d'un grave accident au début de l'année, les élèves du lycée technique Diderot, dans le 19^e arrondissement de Paris, se

sont mis en grève en début de semaine pour protester contre l'ensemble des conditions de travail dans ces locaux vétustes : insuffisance du chauffage, risques de nouveaux accidents sur les machines vétustes, risques d'incendie du fait d'installations électriques trop vieilles... Ils organisaient une manifestation mercredi après-midi.

Chalon sur Saône : soutien à trois paysans condamnés

Un meeting, regroupant 200 personnes, vient de se tenir à Chalon-sur-Saône, sur les problèmes de l'énergie, avec Brice Lalonde. Les anti-nucléaires y sont intervenus pour organiser un soutien financier à trois paysans de Marnay condamnés pour avoir dévissé deux bouchons de pizomètres, servant à l'étude des sols pour l'installation d'un

complexe nucléaire du Val-de-Saône. Au cours du débat, le problème de la cible dans les luttes « anti-nucléaires » a été abordé largement : est-ce qu'il suffit, par exemple, de prôner l'utilisation des « énergies douces » pour combattre efficacement le programme énergétique de la bourgeoisie ?

D'après correspondant TOURNUS

Bruxelles : quand la brigade des stupéfiants fait du trafic de drogue

Le chef du bureau national belge des stupéfiants, le commandant de gendarmerie Léon François, et un fonctionnaire du Bureau d'information criminelle viennent d'être arrêtés et inculpés pour... trafic de stupéfiants.

Il semble bien, que ces messieurs de la police chargés d'infiltrer les réseaux de trafic, avaient trouvé la combine intéressante et s'étaient mis à leur compte. 560 millions de francs français avaient en effet été alloués à la brigade par les autorités belges, afin que les flics des stupéfiants puissent acheter de la drogue et « pénétrer » le milieu des trafiquants. Ainsi, Joseph Vien-

ne, indicateur bien connu en Belgique, fut envoyé dans le sud-est asiatique l'an passé pour acheter de l'héroïne avec les fonds de la gendarmerie. Avec l'appui de la brigade anti-drogue belge, il bénéficiait de facilités de la part des polices dans les différents aéroports qu'il empruntait. Joseph Vienne avait même fait un détour par Nairobi, au Kenya, pour livrer 22 kilos d'héroïne au frère d'un trafiquant belge connu. C'est au cours de son voyage retour, qu'il fut arrêté.

Léon François écoulait sur le marché clandestin des drogues dures, cocaïnes et héroïnes.

Création de Comités d'information sur les pratiques policières

A l'initiative de la revue Actes (cahiers d'action juridique trimestriels) une réunion a mis sur pied le 15 décembre la création de «comités d'information sur les pratiques policières». La permanence du comité parisien sera assurée dans les locaux de la Ligue des droits de l'homme tous les premiers et troisièmes mercredis du mois, de 18 à 20 heures.

Les initiateurs de ces comités entendent notamment dénoncer ce qu'ils appellent

«les abus de pouvoir de la police, les bavures», ils entendent enquêter sur les polices privées, l'espace judiciaire européen et sur les rapports police - justice. Des comités vont être créés en province en relation avec les boutiques de droit, le GISTI, le MRAP et la Ligue des droits de l'homme.

Adresse du comité parisien : 27 rue Jean Dolent, Paris 14^e - (local de la Ligue des droits de l'homme).



Campagne de soutien au Quotidien du Peuple Pour l'existence en France d'un quotidien communiste

ABONNEZ-VOUS, FAITES DES ABONNES 4 MOIS : 100F

Abonnement 1 an : 350F
En cadeau (au choix) :

Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine

Un livre de 80 pages : «Munich 1938 : de la capitulation à la guerre»

NOM (en majuscules) :
Prénom :
Adresse :
Cadeau choisi :
A retourner à : Le Quotidien du Peuple
BP 225 - 75927 PARIS Cedex 19
Crédit Lyonnais : Agence ZU 470 - Compte No 6685
CCP No 23 132 48 F - PARIS

L'invasion soviétique de l'Aghanistan (1)

Les appréciations qui mettent en doute l'agressivité de l'URSS lorsqu'elle assassine le chef de l'Etat afghan, achemine en quelques jours plus de 50 000 hommes immédiatement aptes à engager les combats en Afghanistan sont réunies en une formule de Poniatowski, qui fait office en matière de politique étrangère française : « Ce qui est pris pour de l'agressivité et de l'impérialisme n'est... que protection et défense élargie ». La notion de « défense élargie » est déjà bizarre, et peut servir à justifier toute agression, le prince en sait quelque chose. En suivant ce raisonnement, on serait conduit à considérer que l'URSS serait en position défensive, et en quelque sorte, contrainte de s'emparer de nouveaux pays pour assurer sa sécurité. Il est cependant nécessaire d'apprécier les arguments qui prétendent fonder une telle opinion, car d'une telle appréciation dépend la réponse à une question essentielle : à quels dangers sommes-nous exposés ?

Le premier argument souligne que l'URSS connaît une situation intérieure difficile, notamment du fait d'échecs économiques marqués par le retard pris dans l'exécution du plan, et l'incapacité chronique à surmonter les problèmes agricoles, ce qui l'oblige à importer chaque année une vingtaine de millions de tonnes de blé. Cette situation contredirait toute volonté agressive, la solution des problèmes économiques s'imposant comme un objectif prioritaire.

Mais cet argument ignore deux éléments essentiels. Le premier est que l'avènement de Brejnev en 1965 a été officiellement motivé par la gabegie que la politique de Krouchtchev avait fait subir à l'agriculture. Or, force est de constater que ce secteur en principe prioritaire n'a pas connu d'améliorations suffisantes pour que sa situation soit assainie. Par contre au cours des quinze années écoulées, l'URSS a réussi une véritable performance économique, par la concentration considérable d'efforts et de moyens que cela suppose elle s'est dotée d'une flotte ayant des moyens d'intervention mondiaux, elle a développé quantitativement et qualitativement son potentiel nucléaire, notamment à partir de 1967, au point de pouvoir disputer la supériorité aux Etats-Unis, elle a amélioré ses forces aériennes en quantité et en qualité, ainsi que ses forces terrestres. Ce sont autant d'indications que l'armée constituait la véritable priorité de l'économie soviétique et qu'elle a ainsi pu se transformer profondément, à la fois pour supporter la comparaison avec la puissance américaine, et pour pouvoir conduire des opérations de grande ampleur hors des limites du territoire soviétique.

Le second élément qui prolonge le 1^{er}, est que l'URSS a encore accentué cet effort en imposant en novembre 1978 une augmentation des budgets militaires du pacte de Varsovie, alors qu'aucune menace évidente n'était apparue contre les pays qui en sont membres : ceci est d'ailleurs une des raisons que la Roumanie avait avancées pour s'opposer à cette augmentation.

Le constat que l'on peut faire est que les difficultés connues de l'URSS ne sont pas seulement le fruit d'un dérèglement des mé-

canismes économiques, ou le fait de la «bureaucratie» qui gaspille, il est vrai, une part appréciable des ressources. Elles sont pour une part importante le résultat d'un choix délibéré de mettre à la disposition de l'armée une part appréciable des ressources et qualitativement la meilleure, si l'on en juge d'après le décalage entre les performances connues du matériel militaire et le retard constaté dans le domaine civil. En outre, ce choix loin d'être mis en cause quand est atteint l'objectif de la parité approximative avec l'autre superpuissance, est au contraire réaffirmé. En somme, non seulement ses difficul-

avant 1968.

A l'image de la menace qu'aurait représentée la contagion dans les pays de l'Est du «printemps de Prague» en 1968, la réussite de l'opposition se réclamant de l'Islam en Afghanistan, ajoutée au succès du mouvement islamique en Iran, aurait pu encourager les peuples du sud de l'URSS, également musulmans, à s'opposer à la domination grand russe qui s'exerce à leur détriment. Cela d'autant plus que les nationalités turkmènes, ouzbeks et tadjiks vivent de part et d'autre de la frontière soviéto-afghane. Cet argument s'il met en lumière un des pro-

ment Amin à la suite d'un second putsch, l'un et l'autre étroitement liés à l'URSS, ont été incapables de briser une résistance qui, malgré des moyens dérisoires comparés à ceux de ses adversaires, progressait sans cesse. Alors l'URSS s'est engagée de plus en plus massivement, en organisant des opérations de bombardement, en envoyant en nombre des conseillers militaires, jusqu'au point où elle a estimé qu'elle devait prendre elle-même les choses en main.

La genèse même de l'intervention soviétique en Afghanistan fait apparaître une différence essentielle avec l'agression contre la Tchécoslovaquie en 1968. L'URSS affirmait alors, contre le peuple tchécoslovaque, contre l'ensemble des pays de l'Est et les pays occidentaux, sa volonté et sa possibilité de maintenir sa domination là où elle était menacée et faisait ainsi accepter sa main-mise sur l'Europe de l'Est. Tandis que l'invasion de l'Afghanistan marque la volonté de l'URSS de se soumettre de nouveaux territoires, y compris par la conquête militaire, si les autres moyens ont échoué.

LA POLITIQUE SOVIETIQUE DE CONQUETES

Ainsi, si cette fois, l'armée russe a envahi directement un pays étranger, pays du Tiers Monde, pour le soumettre, l'intervention en Afghanistan relève d'une caractéristique de la politique étrangère soviétique qui

d'une zone d'influence aux contours plus ou moins flous, mais avant tout de la tentative d'établir de véritables zones de domination soviétique sans partage, en mettant en œuvre le potentiel militaire formidable, constitué au cours des quinze dernières années. L'une des conséquences les plus graves en est que les moyens d'intervention soviétiques sont multipliés à l'échelle mondiale, l'autre que l'URSS doit consentir un effort de plus en plus important pour conquérir et maintenir ces zones de domination.

L'invasion de l'Afghanistan constitue à cet égard une phase nouvelle : l'ampleur des moyens engagés fait la preuve que l'URSS a désormais la possibilité de conduire elle-même de vastes opérations militaires hors de son empire, sans affaiblir significativement son dispositif en Europe et en extrême-orient, puisque dans le même temps, elle poursuit le renforcement de son potentiel sur ces deux fronts. Par ailleurs, le processus qui a conduit l'URSS à envahir l'Afghanistan dit assez quelle est sa détermination présente de parvenir aux objectifs qu'elle s'est désignés, y compris si le prix en est très élevé. Cette détermination donne un singulier relief aux menaces que n'a cessé de proférer Brejnev depuis plusieurs mois.

Les arguments sur lesquels repose l'appréciation selon laquelle l'URSS serait placée en position défensive apparaissent non seulement peu fondés, mais en plus ils inversent l'ordre des choses. Ce ne sont pas des menaces réelles qui déterminent l'URSS à agir, mais elle qui agit, c'est-à-dire se taille un empire, dans des circonstances qui peuvent sur certains points lui être défavorables. Reconnaitre ce fait nouveau de la situation internationale suppose que l'on réévalue les schémas à partir desquels il était possible de rendre compte de la situation existant il y a une dizaine d'années, à l'aube de la politique dite de «détente». Cette politique est jugée parfois comme étant incompatible avec une attitude agressive de l'URSS. L'URSS ne pourrait être agressive puisque la «détente» est l'œu-



En octobre 1979, Brejnev s'engageait à retirer 20 000 hommes de RDA... en un an...

tés économiques ne contredisent pas l'existence d'une volonté agressive, mais elles en apparaissent comme une conséquence.

UNE REEDITION DU COUP DE PRAGUE ?

Le second argument souvent évoqué pour accrédiiter l'idée d'une politique défensive de l'URSS, est que l'URSS a purement et simplement réédité à Kaboul l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, où elle entendait préserver sa zone d'influence. Comme si l'Afghanistan, qui certes avait de longue date, d'importantes relations avec l'URSS, était dans la même situation que la Tchécoslovaquie,



... et il n'a fallu que 12 jours à l'URSS pour en déployer 80 000 en Afghanistan.

bièmes qui menace de peser lourd dans l'avenir de l'URSS mériterait, pour être apprécié exactement, qu'on examine les éventuelles mesures prises récemment à l'encontre de ces peuples, élément dont on ne dispose pas présentement. En l'état actuel, d'ailleurs il est tout aussi possible d'envisager que loin de décourager l'hostilité de ces peuples à l'égard de la Russie, l'agression contre l'Afghanistan l'attise au contraire. En second lieu cet argument paraît ignorer la genèse même de l'intervention soviétique en Afghanistan : elle a pris naissance dans le coup d'Etat d'avril 1978, avant le développement du mouvement révolutionnaire en Iran. Le gouvernement Taraki issu du coup d'Etat, puis le gouverne-

s'est manifestée à partir de 1975, à l'occasion de l'intervention soviéto-cubaine en Angola, suivie en 1977 par l'intervention en Ethiopie, elle-même prolongée par la guerre menée contre le peuple érythréen qui se poursuit toujours. En 1978 la participation soviétique à l'agression vietnamienne contre le Cambodge, confirmait cette nouvelle politique de l'URSS : au lieu d'essayer seulement de renforcer son influence auprès des gouvernements existant dans les pays convoités, comme elle l'avait principalement fait auparavant, elle n'hésite plus à organiser elle-même l'administration du pays, à disposer du personnel politique, à engager et soutenir des guerres de conquête. Il ne s'agit plus seulement de la constitution

vre majeure de Brejnev. Ou alors Brejnev serait supplanté au Kremlin par des adversaires politiques qui eux, voudraient la guerre. Ceci nous amène à revenir sur le contenu réel de la politique de «détente» et le contexte international dans lequel elle s'est développée. C'est ce que nous ferons dans un prochain article.

De Berlin à Kaboul : mathématique politique

« Au cours des 12 prochains mois jusqu'à 20 000 militaires soviétiques, 1 000 chars et une quantité déterminée d'autre matériel de guerre seront retirés de RDA. Nous sommes certains que cette nouvelle manifestation concrète, par l'URSS et ses alliés de leur attachement à la paix et de leur bonne volonté sera approuvée par les peuples d'Europe et du monde ». Et comment !

Comme ne pas admirer qu'il faille 12 mois pour retirer 20 000 hommes et 1 000 chars, retrait qui ne modifie en rien d'essentiel le dispositif militaire soviétique en Europe, et 12 jours pour déployer 80 000 hommes et plus dans un secteur nouveau, où ils bouleversent la situation régionale et font naître une menace qui intéresse le monde entier. Quatre fois plus d'hommes en trente fois moins de temps, c'est la mesure exacte du désir de paix affiché à Berlin, et matérialisé en acte de guerre à Kaboul.

Demain :
Les chars russes
à Kaboul :
la détente
vue de Moscou